

La Vigie

Collectif de lutte contre l'extrême droite, Sète et bassin de Thau

Numéro 7 - Février/mars 2026

2026, Une nouvelle année

L'année 2026 risque d'être marquée par un accroissement de la haine, du racisme et des guerres.

On l'a vu, dès le 2 janvier, avec les USA, cette superpuissance aux mains de Trump qui est venue kidnapper un chef d'état au Venezuela, puis menaçant d'intervenir au Groenland, violant ainsi toutes les lois internationales depuis 1945. Puis, il y a eu ces répressions ultra-violentes de manifestant.es iranien.nes contre la vie chère et le régime théocratique. Il y a aussi la poursuite de la guerre en Ukraine. Et encore des morts à Gaza et en Cisjordanie, dues à la politique du gouvernement de B. Netanyaou... Sans parler des endroits non médiatisés comme le Congo ou le Soudan où les morts se comptent par milliers ...

Mais vous pensez que tout cela est loin de nous ? Certes, la guerre n'est pas sur notre sol mais les mécanismes qui poussent à ces drames, le racisme, la haine de l'autre et la supériorité, sont déjà ici, là et maintenant.

Et, c'est exactement ce qui s'est passé avec les «bébés du Nouvel an» dans les régions françaises en 2026.

En effet, il a suffi d'un seul article dans le journal *La Provence* sur un nouveau-né à l'hôpital d'Avignon, de 4,42 kilos, très attendu par son frère et sa sœur, pour qu'un torrent de haine et de commentaires ignobles se déversent sur Internet, contre lui.

Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il s'appelle Zaïd. Discriminé dès sa naissance, ce petit bébé a été sali sur des réseaux sociaux par des racistes déchaîné.es derrière leur ordinateur. Exemples révélés par *Médiapart* : « *Le premier migrant terroriste de 2026* », « *Un petit gnoul [pour bougnoule – ndlr] !* », « *On aurait dû l'avorter* », « *Encore un melon* » ou bien « *Ses petits doigts cherchent déjà le manche du couteau* ».

Dépassé par le flot de messages, le journal *La Provence* a fini par fermer sa section commentaires. Puis il a pris la même décision sur Facebook, car une autre vague de haine raciste a vu le jour à la naissance de la petite Maryam, le dernier bébé né en 2025 à Arles.



Instrumentaliser des bébés ou des enfants dans une bataille idéologique est un signal de radicalisation grave du débat public, alors nous disons avec le collectif antifasciste No Pasaran Jeunes du quartier de Montfavet, à Avignon : Bienvenue à Zaïd, Maryam, Yara-Zaina, Malya et Bastien. Bonne année à toutes et tous, bonne année de lutte victorieuse contre les idées racistes de l'extrême droite. On en aura besoin !

Droits des femmes : le double visage du Rassemblement national

L'émergence d'un nouveau parti d'extrême droite, Reconquête, plus ouvertement raciste et antiféministe, et la stratégie de « dédramatisation » entreprise par Marine Le Pen depuis son accession à la tête du Front national en 2011, ont permis au Rassemblement national (RN) de faire évoluer son discours public sur les droits des femmes.

Ainsi Jordan Bardella affirmait en juin 2024 lorsqu'il se voyait déjà Premier Ministre de Mr Macron, qu'il « garantira de manière indéfectible à chaque fille et à chaque femme de France ses droits et ses libertés ». L'examen des actes concrets, à travers les votes de ses élu·e·s à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, montre cependant une opposition récurrente aux avancées féministes.

Ainsi, en juillet 2022, les député·e·s RN ont voté contre l'amendement visant à porter le **SMIC** à 1 500 euros, dans le cadre du projet de loi sur le pouvoir d'achat, alors même que les femmes sont surreprésentées parmi les salarié·e·s au salaire minimum.

Le RN s'est également abstenu de participer au vote à l'Assemblée nationale de la loi Rixain du 24 décembre 2021 visant à **accélérer l'égalité économique et professionnelle** dans les entreprises d'au moins 1000 salarié·es alors que l'écart salarial femmes/hommes reste significatif en France (environ -10,5 % à statut, durée etc. ... égaux).

Concernant la **réforme des retraites** voulue par les gouvernementss macronistes qui impacte particulièrement les femmes du fait de carrières souvent hachées, et des écarts de salaire qui rendent l'allongement de la durée de cotisation plus pénalisant, le RN n'a pas toujours maintenu une opposition ferme et cohérente jusqu'à ce que la réforme des retraites devienne un enjeu central du débat public.

Lors du Congrès du Parlement à Versailles consacré à l'inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse (**IVG**) dans la Constitution Française le 4 Mars 2024, si Marine Le Pen s'est prononcée en faveur du texte, 26 % des député·e·s RN se sont abstenu·e·s et 14 % ont voté contre, illustrant une absence d'engagement politique clair sur un droit pourtant fondamental.



Concernant la **lutte contre les violences sexuelles**, les faits sont particulièrement parlants. Le 23 octobre 2025, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi intégrant explicitement la notion de consentement dans la définition pénale du viol et des agressions sexuelles avec 155 voix pour, et 31 contre. Sur ces 31 voix contre, 27 émanaient des député·e·s du Rassemblement national, faisant de ce parti le principal groupe d'opposition à une réforme pourtant centrale pour en finir avec la culture du viol et avec les violences sexistes et sexuelles.

Les efforts de normalisation des positions du Rassemblement national ne doivent pas masquer une stratégie politique constante : les élu·e·s du RN entravent régulièrement les avancées visant à garantir l'égalité femmes-hommes.

Les combats féministes demeurent essentiels pour construire une société plus égalitaire et garantir les droits et libertés de toutes et de tous. Les progrès pour les femmes sont des progrès pour l'ensemble de la société. Ne laissons pas la droite et l'extrême droite s'approprier un prétendu féminisme fondé sur le racisme et la stigmatisation, au détriment des droits réels et concrets des femmes.

Né en 1993, Charles-Henri Alloncle, fasciné dès ses 13 ans par Sarkozy, crée l'UMP-Lycées des Yvelines, puis prend la direction de la section UMP de Sciences-Po et UMP grandes écoles lors de son passage à HEC.

En 2018, il veut diriger les Jeunes républicains, avec le soutien des cathos tradis de *Sens commun* (devenu depuis le parti de Marion Maréchal Le Pen), de l'identitaire E Tigner, futur directeur du journal d'extrême droite *Frontières*, des anciens de la *Manif pour tous* ou encore de François-Xavier Bellamy, futur député européen, très RN-compatible. Mais il échoue.

Il se tourne vers le monde des start-ups. En 2020, il rentre dans le cercle de Jordan Bardella qui cherche à se constituer un carnet d'adresses professionnelles. En 2024, c'est dans une circonscription dévolue à l'UDR, parti d'Eric Ciotti, allié au RN, qu'il atterrit. Parachuté dans l'est de l'Hérault où il n'a aucune attache, il raccourcit dorénavant son prénom en Charles, jugé moins bourgeois pour cette candidature. Il bat la candidate du NFP et dira ne rien connaître du passé des assistant.es qu'il se choisit alors (passé.es par l'UNI, des *Scouts d'Europe*, de l'association *Ichtus*). Il n'en rencontre pas moins la section montpelliéraine de *La Cocarde étudiante*.

Ses 2 obsessions : dénoncer la place prise par l'Etat dans l'économie ainsi que les « normes ».

Sa principale préoccupation : présenter à Bardella des entrepreneurs ...

Son rêve : regrouper des producteurs, chanteurs et autres acteurs qui soutiendraient Bardella le moment venu.

A l'Assemblée nationale, il s'est surtout fait remarquer par son absentéisme. Mais il vient de gagner en notoriété, ce qui le grise et le conduit à s'imaginer une prochaine carrière nationale.

Souhaitant mettre en place une croisade contre l'audiovisuel public le groupe ciottiste lui demande, de créer, sur son droit de tirage, une commission d'enquête parlementaire sur la « *neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public* », avec le rêve tout haut d'aboutir à une privatisation. Rapporteur de cette commission Alloncle affirme que l'économie des 4 milliards d'euros annuels de ce service public permettrait de « *sauver en une seule année nos 6000 églises en danger, de construire 20 000 places de prisons, un réacteur nucléaire ...* »

Depuis, avec ce rôle, il a trouvé son théâtre ! Ses méthodes et ses partis pris clairement affichés ulcèrent la plupart des parlementaires qui dénoncent régulièrement une « *inquisition* », « *un procès politique afin de délégitimer, décrédibiliser l'audiovisuel public, et l'importation de méthodes de CNews dans la vie parlementaire* ».

Petit Trump, il joue avec son compte X, parfois en temps réel ou envoyant des extraits vidéos des auditions, et tronquant les réponses, quand elles ne sont pas travesties ou déformées.

Bien sûr, cette caisse de résonance des obsessions des médias Bolloré lui vaut, en retour, les éloges du journaliste de CNews, Pascal Praud et les encouragements de tout ce que l'audiovisuel public compte de détracteurs !

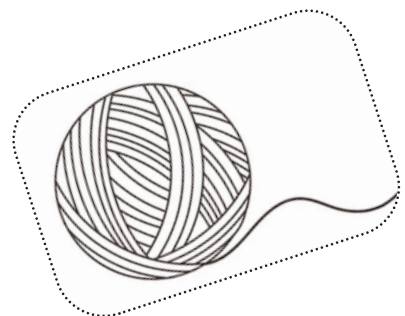
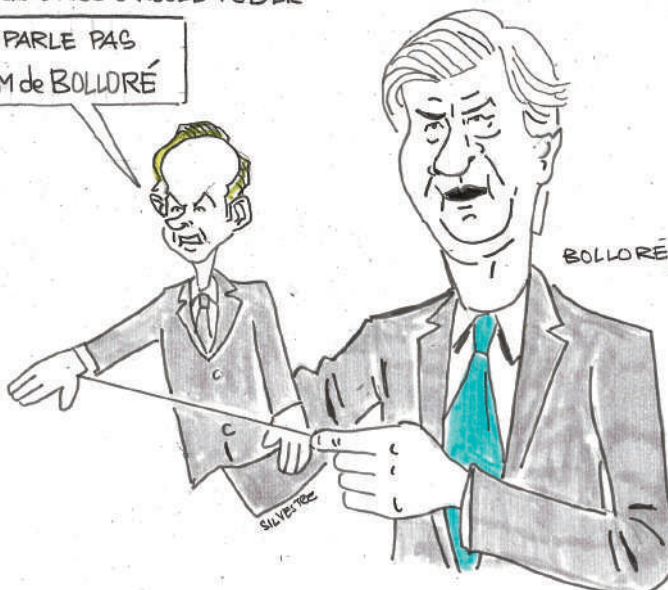
Un recadrage du fonctionnement de cette commission parlementaire est censé avoir été fait et ses travaux devraient reprendre fin janvier.

Suite au prochain n° donc ...

[Sources : Le Midi Libre et Streetpress]

ALLONCLE, DÉPUTÉ DE L'HÉRAULT, RAPPORTEUR DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'AUDIOVISUEL PUBLIC

JE NE PARLE PAS
AU NOM DE BOLLORÉ



Panorama de l'Extrême droite dans l'Hérault (non-exhaustif...)

Les groupes violents - l'extrême droite radicale - sont essentiellement implantés à Montpellier

Acteur historique, **La Ligue du Midi** est un groupe identitaire fondé par Richard Roudier avec ses deux fils et sa fille. Ses membres interviennent régulièrement à Montpellier et ses environs : participation au commando contre les étudiant.es de la faculté de droit en 2018, destruction du local d'une association de soutien aux migrant.es, coup de couteau contre un opposant. Ils ont aussi soutenu activement E. Zemmour (service d'ordre) et R. Ménard. L'année dernière ils ont tenté d'organiser à Castelnau-le-Lez la projection d'un film raciste anglais. Très violents mais plutôt vieillissants, ils auraient des liens avec d'autres groupes identitaires à Carcassonne, Albi et Perpignan.

L'Action française regroupe des royalistes, peu actifs actuellement.

Le petit groupe de femmes identitaires **Nemesis** prend pour cible les hommes étrangers. A Noël dernier, une de ses militantes a accroché cette banderole sur son balcon, à Bordeaux : « 6482 viols ou tentatives de viols par des étrangers en 2024. Papa Noël, remigre moi ces violeurs ».

Le Bloc Montpelliérain regroupe les extrémistes les plus nombreux et les plus violents. Ils sont très jeunes et très radicalisés (mouvance néo-nazie), issus de *Jeunesse St Roch*. Ils auraient participé à une agression violente dans un bar de gauche à Alès, Le Prolé, le 7 mai 2025 lors de la Féria (dix personnes blessées). L'avocate qui défend les victimes a reçu des menaces et les pneus de sa voiture ont été crevés. Ils ont perdu leur procès contre le journal en ligne *le Poing* qui les avait traités de néo-nazis.



Les Jeunes d'OC sont issus de *Génération Identitaire*, mouvement dissous. Habitué des happenings et des coups médiatiques et mené par le porte-parole Anthony Lacoste, le groupuscule est responsable d'une série d'agressions, notamment lors de la demi-finale de la coupe du monde de football France-Maroc (2022), et d'intimidations envers des militant.es de gauche lors d'une manifestation de soutien aux agriculteurices à Montpellier (2024). Tout récemment, il a maculé des drapeaux arc-en-ciel peints dans les rues de Montpellier en les recouvrant de noir.

Les militant.es de Reconquête d'E. Zemmour sont peu nombreux. En novembre 2024, Florence Medina, une ancienne candidate de ce parti à Montpellier, a été condamnée en première instance pour avoir déclaré en 2023 : « Dans les années 80 il existait des ratonnades – au risque de choquer on peut recommencer... ». Quelques jours après cette déclaration, des militant.es d'extrême droite d'Occitanie - plusieurs dizaines d'individus encagoulés dont certains armés de battes de base-ball - ont participé à des défilés suivis de violence à Romans-sur-Isère.

On a remarqué que le mardi 27 janvier 2026, Audrey Cavaillé, candidate Reconquête aux législatives 2022 affirme soutenir l'actuel maire de Sète, Hervé Marquès.

A l'Ouest du département sévit la tendance **cathos intégristes** et **Manif pour tous** autour du couple Robert et Emmanuelle Ménard : le maire de Béziers a aujourd'hui le soutien de Bruno Retailleau, en dépit de la protestation de certains LR locaux. Plusieurs maires de l'agglomération le suivent ainsi que six conseillers départementaux même si certains lui ont préféré Zemmour ou Marion Maréchal. Pour les prochaines municipales, un premier sondage donnait R Ménard largement en tête avec 61% des intentions de vote mais c'était avant que le nouveau député RN de la circonscription, Julien Gabarron, qui a battu l'ex-députée Emmanuelle Ménard en 2024, ne se présente officiellement. C'est la deuxième fois que le RN affronte le maire de Béziers, alors qu'il l'avait activement soutenu auparavant. J. Gabarron a présenté ses vœux 2026 devant plus de 500 personnes ; plusieurs maires de l'agglomération biterroise l'accompagnaient : Gérard Abella (Boujan sur Libron), Fabrice Solans (Villeneuve les Béziers), Didier Bresson (Cers) et Bertand Gelly (Corneilhan).

Le RN compte 4 député.es encarté.es dans notre département :

Aurélien Lopez-Liguori (7ème circonscription : Sète-Agde...), Manon Bouquin (4ème circ.: Mèze, Lodève...), Julien Gabarron (6ème circ.: Béziers) et Stéphanie Galzy (5ème circ: Bédarieux, Clermont-l'Hérault...)

Plusieurs villes sont visées pour les municipales, dont Sète avec Sébastien Pacull, Agde avec le député Aurélien Lopez-Liguori, (56% aux législatives de 2024), Frontignan avec Cédric Delapierre, conseiller régional d'Occitanie, Mauguio, avec Gilles Parmentier, et bien d'autres villes comme Valras avec Cédric Augier.

A Mèze, l'ostréiculteur Joël Armentier (RN) bénéficie de la présence, sur sa liste, de la députée Manon Bouquin. Au début de l'année, suite à un appel à mobilisation lancé par Joël Armentier, des agriculteurices en colère sont venu.es protester au siège du *Midi Libre* à St Jean de Védas. Insultes, menaces, jets de verre, palettes et pneus incendiés ont endommagé l'entrée du journal.

Le RN développe une stratégie dans les villes où il ne présente pas de liste. Il propose une Charte aux candidat.es qui partagent les valeurs des RN en échange de son soutien. Parmi les 13 engagements demandés aux listes qu'il soutiendra, le RN exige un « renvoi d'ascenseur » lors des sénatoriales de septembre prochain, où le RN convoite les quatre postes.

Les proches de **Marion Maréchal** (Identité Libertés) : à Sète ils soutiennent Sébastien Pacull. Parmi eux, Francis Delpech (issu de la gauche chevènementiste, ancien représentant de *Debout La France* passé par Renaissance et désormais référent local du micro parti de Marion Maréchal) qui, avec Gilbert Norbert Adjedj et Gaston Bentata, ont diligenté la « fameuse » marche contre l'antisémitisme du 7 octobre dernier, à Sète. Les leaders d'Identité Libertés dans l'Hérault sont Franck Manogil, ex-RN de Béziers, ex-Zemmour et conseiller régional d'Occitanie, et Gilles Ardinat, conseiller municipal de Frontignan.

L'UDR, *Union des droites pour la République*, parti créé par E. Ciotti, est un allié fidèle du RN dans sa conquête du pouvoir. Ce parti est surtout présent à l'Est du département, représenté par Charles-Henri Alloncle, député de la 9ème circonscription (Lunel, la Grande Motte, Mauguio) cf. article dans ce numéro.



Enfin, citons **les maires qui flirtent avec l'extrême droite** : Stéphane Pépin-Bonnet (maire de Bessan, présent aux vœux du député RN), Cédric Raja (maire de Bouzigues, qui pourrait aller chercher un soutien au RN), Jordan Dartier (maire de Vias), Jean-Luc Meissonnier (maire de Baillargues qui a défoncé une barrière d'aire des gens du voyage de Castries), Laurent Jaoul (maire de Saint Brès qui combat les ZFE et soutient R. Ménard), Jean- Pierre Rico (maire de Pérols, membre de l'UDI, soutien de R. Ménard, qui se rapproche du RN), Yves Michel (maire de Marseillan, condamné à deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts, qui a salué la victoire du député RN). Le 5 janvier dernier, le *Singulier* publiait «*la love story discrète entre Yves Michel et le Rassemblement National* » à l'approche des élections municipales, via le suppléant du député Lopez-Liguori, Bernard Chaumeil, qui pourrait figurer en bonne position sur la future liste municipale. Tous ces élus iront-ils jusqu'à signer la Charte proposée par le RN ?



A Moissac : un bilan déplorable

L'Union Citoyenne Moissagaise (Site Internet <https://www.unioncitoyennemoissagaise.com/>) a fait un travail remarquable de bilan du mandat du maire d'extrême-droite Romain Lopez élu en 2020, que nous reprenons largement ci-dessous.

A Moissac, dans un contexte de taux de chômage et de précarité élevés, rien n'est fait pour dynamiser l'emploi local, les commerces se vident en centre-ville.

Un plan de rénovation des écoles est annoncé, mais tardivement et sans réponse aux urgences : l'école Mathaly attend un chauffage fonctionnel depuis des années.



« Une santé à bout de souffle »

Alors que la ville est un désert médical avéré, rien n'a été fait pour trouver des solutions. Un projet de Maison de Santé est resté à l'état d'annonce, les dispositifs régionaux et nationaux disponibles pour attirer des médecins n'ont pas été utilisés, aucune action structurée en matière de prévention n'a été mise en œuvre.

Les agents municipaux sont sous pression : remplacement des titulaires par des contractuel.es précaires, primes de « méritocratie » opaques, réduction des effectifs, dégradation du service public. Le climat interne est aussi marqué par la peur : pression, intimidations...

Et pourtant, à Moissac, la masse salariale a augmenté de plus de 2 millions d'euros. Au profit de qui ?

Un modèle sécuritaire inefficace

Comme à Béziers et à Perpignan, les caméras de surveillance et les effectifs et de la police municipale ont été multipliés.

Mais on ne constate aucune baisse de l'insécurité, le discours triomphaliste dans le bulletin municipal s'appuie sur des chiffres présentés de manière trompeuse. En fait, les chiffres des crimes et délits augmentent selon les statistiques du Ministère de l'intérieur. Parce que, comme à Béziers, on supprime la prévention, on fait disparaître les médiateurs, on abandonne la cohésion sociale.



La religion chrétienne est omniprésente : une représentation de la vierge dans le bureau du maire, une présence régulière des élu.es lors de manifestations comme des processions...

Par contre, on n'hésite pas à instrumentaliser une certaine image de la femme dans l'espace public avec des défilés de Miss à répétition : Miss Tarn-et-Garonne, Miss Midi-Pyrénées, Miss Univers, Miss Teen...

Les références idéologiques d'extrême droite sont patentes ; la République est effacée : discours officiels conclus par « Vive la France » sans jamais citer la République, en 2021, absence de célébration du 14 juillet (il a fallu une cérémonie improvisée par l'UCM) ...

La démocratie et la liberté d'expression sont en danger : les journalistes sont stigmatisé.es et tourné.es en dérision, les élu.es d'opposition rabaissé.es publiquement alors que les élu.es de la majorité ne parlent plus... À la médiathèque, le maire sélectionne lui-même les ouvrages.

La peur est devenue un outil politique.

Tout cela vous rappelle quelque chose ? Béziers, Perpignan, Beaucaire... même tableau à quelques nuances près, ce qui confirme la nocivité de la politique du RN et de ses partis alliés, déclinée ici sur le plan local. Vraiment, on n'a pas envie de les « essayer » davantage !

Note de lecture

Le Spectre du Nationalisme Ed : Odile Jacob (mai 2025) 261 p.

Auteur : Marc Crépon : Directeur de recherche au CNRS, professeur attaché au département de philosophie, École normale supérieure., Paris

Dans cet ouvrage, fruit d'un séminaire dispensé auprès de ses étudiants, Marc Crépon fait revivre les voix de celles et ceux qui, par leur engagement, leurs écrits, ont dénoncé durant le 20^{ème} siècle le nationalisme et son cortège de désastres.

En six chapitres, de la fin de la première guerre mondiale, en passant par la montée du nationalisme de l'entre-deux guerres et le colonialisme, un constat s'impose « *le nationalisme, comme idéologie et comme mouvement, n'a jamais complètement disparu des scènes politiques européennes, comment comprendre que régulièrement, comme aujourd'hui, il revienne en force* ».

« « Race », « identité nationale », « invasions » migratoires imprègnent le vocabulaire des partis politiques, comme le Rassemblement National en France et d'autres similaires en Europe. Certains médias et réseaux sociaux s'en emparent sans vergogne. Le langage nationaliste banalisé s'accompagne d'actes discriminatoires qui mettent en danger les principes démocratiques.

L'auteur, en retraçant l'histoire de l'idéologie nationaliste, en réactualisant les combats menés contre elle, s'engage et nous engage à la résistance qui doit nécessairement être à l'ordre du jour.

Contre-feux

29 novembre à Béziers. Manifestation à l'appel de la LDH de Béziers, de la Libre Pensée, des syndicats et de toute la gauche biterroise contre l'inauguration de la Crèche de la nativité au sein de la mairie de Béziers. Pour le président de la section biterroise de la LDH « on ne comprend pas qu'un maire qui a été condamné 8 fois puisse récidiver chaque année, se moquer des décisions de justice et persister dans cette installation ».

6 décembre à Sète Plus de 120 personnes lors d'une Rencontre-débat organisée par notre Collectif salle René Llense. Avec comme invité.es, Nadai Belaoui, Régis Catinaud, Christèle Lagier, Ludivine Bantigny et René Monzat.

10 décembre à Narbonne. Rassemblement de protestation de toute la gauche narbonnaise contre Eric Zemmour (multiple condamné pour apologie de racisme), qui est venu dédicacer son dernier livre.

23 janvier à Montpellier. Notre collectif a répondu à l'invitation de AJC (Action Justice Climat) à La Base pour participer aux Rencontres radicales. Le thème de la table ronde était « Comprendre et contrer la montée de l'extrême droite dans l'Hérault », avec le collectif contre l'extrême droite de Montpellier et les journalistes du *Poing*.

Le 22 janvier à Sète. Les lecteurices de La Vigie ont rencontré des membres du Comité de rédaction et du collectif autour d'un verre à l'Audace. Nous prévoyons de nouvelles rencontres.

journée du 6 décembre 2025 à Sète



Le RN : entre le discours et le vote ! Décryptage

**Le RN a deux visages :
Celui qu'il nous montre et celui qu'il a vraiment !**

Dans l'espoir d'attirer le vote des travailleuses et des travailleurs, le Rassemblement national (RN) dit « Une bonne économie, ce sont des bons salaires, c'est une juste rémunération et les salaires sont trop bas aujourd'hui dans notre pays. »

Mais à l'assemblée nationale le RN a voté contre :

- L'augmentation du SMIC
- L'encadrement des hauts salaires
- L'indexation des salaires sur l'inflation

Le RN se fait défenseur des droits des femmes, il promet que « l'égalité hommes-femmes est un principe non négociable ».

Mais le RN a voté contre :

- L'égalité salariale femmes/hommes, au Parlement Européen.
- Le milliard d'euros alloué pour la lutte contre les violences faites aux femmes, à l'Assemblée Nationale

Le RN renforce le patriarcat en assignant aux femmes des rôles « traditionnels », comme celui de mère, et en approuvant le système où l'homme domine la famille.

Les retraites

le RN a voté contre :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- La revalorisation des petites retraites

Le pouvoir d'achat

A l'assemblée nationale
le RN a voté contre :

- Le blocage des prix des produits de première nécessité
- Le gel des prix des loyers
- La gratuité des premiers mètres cubes d'eau.

L'éducation

A l'assemblée nationale **le RN a voté contre :**

- L'augmentation du budget des universités
- La revalorisation des bourses des étudiant·es en fonction de l'inflation
- La gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes.

La fiscalité

A l'assemblée Nationale
le RN a voté contre :

- Le rétablissement de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune)
- La taxe sur les superprofits
- L'augmentation de la TVA sur les produits de luxe.

L'environnement

Le RN prône une écologie positive, porteuse d'espoir pour tous.
MAIS, au Parlement Européen, le RN a voté contre :

- La réduction des emballages
- le fonds social qui doit aider les ménages pour rénover leur logement
- un moratoire concernant l'exploitation minière des fonds marins...



a besoin de vous !

L'impression de la Vigie a un coût ! Tirée à 2 000 exemplaires, distribuée gratuitement, son financement est assuré grâce à vos soutiens et à la participation des organisations constituant ce Collectif.

Pour faciliter ce soutien, nous avons lancé une campagne de financement Hello Asso. Cette campagne servira à couvrir tant la parution que l'organisation de divers événements (conférences, ciné-débats, formations).

Pour nous aider, vous pouvez au choix suivre ce lien,

<https://www.helloasso.com/associations/utopies-extraordinaires/collectes/soutien-a-la-vigie-journal-du-collectif-de-lutte-contre-l-extreme-droite> ou utiliser le QR code suivant.

MERCI par avance pour votre participation à ce combat contre l'extrême droite.



Comment nous contacter ?

Pour tout commentaire sur La Vigie, demande d'informations complémentaires, rejoindre le Collectif, contribuer aux divers groupes de travail dont le comité de rédaction (rédacteur, illustrateur, veille d'information, ...) n'hésitez pas à nous contacter : seteluttecontrelextremedroite@proton.me

Recevoir La Vigie par voie numérique ?

Si vous souhaitez la recevoir par mail, demandez à être inscrit·e sur notre liste de diffusion.

Organisations sêtoises membres du Collectif :

Associations et collectifs : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Association de défense des marins abandonnés, Association France Palestine solidarité, Association Républicaine des Anciens Combattants, ATTAC, la Baraquette citoyenne, la Cimade, le Collectif Cessez-le-feu à Gaza, le Collectif de Lutte des travailleuses de l'art, Collectif Sète Terre d'Accueil, Droit Au Logement, Emmaüs Frontignan, Familles Laïques, Greenpeace Sète, la Libre Pensée, le Cyclo, les Amoureux de la Vie, les Bons Samaritains, le 51, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement pour la Paix, Nouvelle Page, Pastorale des Migrants, Remue Ménages, Rencontres citoyennes, Visites citoyennes du CRA de Sète, Welcome Thau

Syndicats : CGT, FSU **Partis politiques :** GSDS, L'Après 34, Les Ecologistes, LFI, NPA, PCF, Place Publique.